

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

1. PREAMBULE

1.1 FRANCE SECURITE SP, SAS au capital de 1.000,00 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Perpignan sous le numéro 791 853 914, dont le siège social est situé 15 avenue du Romani 66600 Rivesaltes, propose des prestations de sécurité privée en France métropolitaine.

1.2 FRANCE SECURITE SP dispose de l'autorisation d'exercer délivrée par le CNAPS N°AUT-066-2112-11-11-20130351923. Il vous est rappelé que selon les dispositions de l'article L612-14 du CSI, l'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.

1.3 Toute prise de commande suppose la consultation et l'acceptation préalable des présentes conditions générales.

1.4 Le client dispose de la faculté de consulter, sauvegarder et d'imprimer les présentes conditions générales en se rendant sur le site Web www.securite-gardiennage-perpignan.fr et en utilisant les fonctionnalités standards de son navigateur ou de son ordinateur.

1.5 Le client reconnaît être parfaitement informé du fait que son accord concernant le contenu des présentes conditions générales ne nécessite pas la signature manuscrite de ce document.

1.6 Le client déclare être majeur et avoir la pleine capacité juridique lui permettant de s'engager au titre des présentes conditions générales

2. AVERTISSEMENTS

2.1 Pour des raisons liées à l'organisation des services, ceux-ci sont disponibles exclusivement pour les prestations exécutées sur des sites situés dans les départements suivant : Pyrénées-Orientales (66) / Aude (11), en France métropolitaine.

2.2 Ces conditions générales concernent exclusivement les prestations de gardiennage et de surveillance et s'appliquent aux professionnels et aux particuliers.

3. ACCEPTATION ET OPPOSABILITE DES CGV

3.1. La signature du bon de commande vaut acceptation irrévocable des présentes conditions générales par le client.

3.2 La version des conditions générales opposable au client est celle figurant sur le site au moment de la validation de la commande par le client ;

3.3 Les conditions générales figurant sur le site prévalent sur toute version papier.

3.4 Les conditions générales sont susceptibles d'être modifiées à tout moment par FRANCE SECURITE SP. 5. Les présentes conditions générales sont proposées exclusivement en langue française.

4. DEFINITIONS

4.1 Les termes ci-dessous auront, pour les parties, les significations suivantes : - « services » : le terme de « services » désigne les prestations de sécurité proposées.

- « agent de sécurité » : terme générique de l'ensemble des agents de FRANCE SECURITE SP quel que soit la fonction, la compétence et la qualification. - « professionnels » : les clients professionnels sont les personnes physiques ou morales ayant recours aux services dans le cadre et/ou pour les besoins de leur activité professionnelle.

5. OBJET

5.1 Les présentes conditions générales ont pour objet de définir l'ensemble des conditions d'exécution des prestations de service commandées par le client et réalisées par FRANCE SECURITE SP sur le site du client dans le respect des dispositions législatives et réglementaires et notamment celles du livre VI du Code de la Sécurité Intérieure réglementant les activités privées de sécurité.

5.2 En préalable à la conclusion du contrat, les parties se sont mises d'accord sur les éléments importants et nécessaires à l'accomplissement de la mission et à la réalisation de la prestation dans les meilleures conditions. Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations des parties. Il annule et remplace en conséquence tous écrits, correspondances ou accords antérieurs et relatifs au même objet.

6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

6.1 Les documents contractuels sont par ordre de priorité : - les présentes conditions générales ; - le bon de commande. 2. En cas de contradiction, le document de rang supérieur prévaudra.

7. PRIX / PAIEMENTS ET MODALITES

7.1 Les prix sont confirmés au client en montant TTC. Les prix tiennent compte de la TVA applicable au jour de la commande ainsi que de la taxe CNAPS. Tout changement du taux applicable à la TVA ou à la taxe CNAPS sera automatiquement répercuté sur les prix indiqués.

7.2 Les clients professionnels ont à leur disposition les modes de paiement suivants : - virement bancaire ; - chèque.

7.3 Les paiements par virement bancaires ou chèque sont payables dans les trente (30) jours de la date de facturation.

7.4 Le Client ne saurait en aucun cas, évoquer un quelconque sinistre ou dédommagement pour justifier le non-paiement, le paiement partiel ou le retard de paiement.

7.5 Nos factures sont payables au comptant, sauf dérogation, et sans escompte.

Néanmoins, le règlement des factures périodiques, au sens du 3 du I de l'article 289 du code général des impôts, ne peut dépasser quarante-cinq jours à compter de la date d'émission de la facture.

Tout retard de paiement par rapport à la date de règlement convenue entraînera de plein droit l'application de pénalités de retard égales au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage, exigibles le jour suivant la date de règlement.

Le taux applicable pendant le premier semestre de l'année considérée est le taux en vigueur au

1er janvier de cette même année. Pour le second semestre de l'année concernée, le taux applicable est celui en vigueur au 1er juillet de la même année.

Tout professionnel en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à notre égard, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

En cas de retard de paiement, nous nous réservons la faculté de suspendre ou d'annuler les ordres en cours sans préjudice de tout autre recours et d'exiger le paiement de toutes nos créances échues ou à échoir, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

CLAUSE PENALE

De convention expresse, sauf report accordé par nous, le défaut de paiement à l'échéance fixée entraînera, quel que soit le mode de règlement prévu, une intervention contentieuse et l'application d'une indemnité égale à 15% de la somme impayée, à laquelle s'ajouteront les frais judiciaires et les intérêts légaux.

8. DUREE

8.1 Le contrat est conclu à compter de la confirmation de la commande par le client et pour la durée spécifiée par le client dans la commande.

9. RETRACTATION

9.1 Le client professionnel ne dispose pas du droit de rétractation prévu à l'article 121-20 du Code de la consommation.

10. LA RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT

10.1 La rupture anticipée du contrat à l'initiative du client, en dehors d'une faute grave de FRANCE SECURITE SP, alors que la prestation de surveillance a commencé sur le site, entraîne le versement d'une indemnité égale au montant des sommes qui auraient été normalement perçues pour la prestation et ce indépendamment du préjudice subi et des demandes complémentaires.

11. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

11.1 Les prestations complémentaires ou supplémentaires non récurrentes feront l'objet d'une commande spécifique.

12. SOUS-TRAITANCE

12.1 FRANCE SECURITE SP se réserve la possibilité de sous-traiter la prestation commandée par le client qui en accepte d'ores et déjà le principe.

13. OBLIGATIONS DES PARTIES

13.1 OBLIGATIONS DE FRANCE SECURITE SP

13.1.1 FRANCE SECURITE SP réalise ses prestations de surveillance humaine dans le cadre d'une obligation de moyens et s'engage à les exécuter conformément aux règles de l'art.

13.1.2 Cette obligation de moyens s'applique notamment au délai d'exécution spécifié lors de la commande, étant rappelé que les agents de FRANCE SECURITE SP sont astreints au Code de la route et aux aléas climatiques (ex : neige et pluies abondantes...etc.).

13.1.3 FRANCE SECURITE SP s'engage à appliquer et à faire respecter par ses collaborateurs détachés sur le site toutes les réglementations spécifiques au site.

13.2 OBLIGATIONS DU CLIENT

13.2.1 Site.

13.2.1.1 Le client s'engage à informer FRANCE SECURITE SP de toutes les particularités du site et de ses activités pouvant avoir une incidence directe ou indirecte sur les prestations de cette dernière.

13.2.1.2 Le client s'engage à permettre l'accès au site par les agents de FRANCE SECURITE SP pour l'exécution de la prestation et à communiquer à FRANCE SECURITE SP toutes les informations nécessaires.

13.2.1.3 Il est rappelé au client qu'au titre de l'article Art. L613-1 du CSI, les agents de FRANCE SECURITE SP ne peuvent exercer leurs fonctions qu'à l'intérieur des bâtiments ou dans la limite des lieux dont ils ont la garde.

13.2.1.4 En cas d'impossibilité de pénétrer sur le site du client, FRANCE SECURITE SP pourra tenter de contacter le client par téléphone. En cas d'échec, la prestation commandée sera annulée, les sommes payées par le client restant acquises à FRANCE SECURITE SP à hauteur des frais déjà engagés au titre de la tentative infructueuse de réaliser la prestation.

13.2.2 Instructions relatives à l'accomplissement des missions

13.2.2.1 Le client s'engage à communiquer au prestataire les instructions permanentes ou temporaires nécessaires pour accomplir les missions au moins 24 heures à l'avance afin que FRANCE SECURITE SP puisse élaborer ses consignes et ses procédures d'exécution. Le client s'oblige également à ne pas transmettre des instructions modifiées ou nouvelles directement aux agents de sécurité FRANCE SECURITE SP.

13.2.2.2 En tant que de besoin, et conformément à ses propres exigences et à ses méthodes, FRANCE SECURITE SP rédigera les consignes et les procédures relatives à l'exécution des missions précisées au contrat selon les instructions reçues du client.

13.2.2.3 Le client s'engage à ne pas faire exécuter par les agents de sécurité FRANCE SECURITE SP des tâches non prévues au contrat. Dans l'hypothèse où le client

contrevenirait à cette obligation, seule sa responsabilité serait engagée en cas d'accident, de maladie, de sinistre ou d'infraction.

13.2.3 Mission de sécurité hors périmètre confié à FRANCE SECURITE SP

13.2.3.1 Les dispositifs de mise en sécurité mis en place par le client et confiés à d'autres prestataires que FRANCE SECURITE SP, restent sous la responsabilité du client. Le client s'engage à informer FRANCE SECURITE SP de l'existence de ces dispositifs. Le client maintient les locaux et les matériels de sécurité en bon état et apporte remède à toute insuffisance ou défectuosité signalée.

13.3 OBLIGATIONS COMMUNES

13.3.1 Coopération

13.3.1.1 Le client et FRANCE SECURITE SP s'obligent à maintenir une coopération active et permanente afin de permettre au prestataire d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions.

13.3.1.2 A ce titre, le client remettra au prestataire par tous moyens tous les documents, renseignements, plans et notices de fonctionnement nécessaires à la réalisation de la mission.

13.3.1.3 Les parties s'engagent à s'informer mutuellement dès l'apparition d'une difficulté et de rechercher en commun la meilleure solution.

13.3.1.4 FRANCE SECURITE SP informera le client des incidents constatés et des anomalies de fonctionnement. Ces informations seront signalées dans le journal de sécurité.

13.3.1.5. Le client s'engage à porter plainte dans un délai de 24 heures suivant les faits dans le cas de l'interpellation par FRANCE SECURITE SP de tout individu ayant pénétré sur le site sans autorisation.

13.3.2 Hygiène et sécurité

13.3.2.1 Conformément aux prescriptions du Code du travail relatives à l'hygiène et à la sécurité, le client professionnel et FRANCE SECURITE SP procéderont à une inspection commune du site, des installations et des locaux mis à disposition de FRANCE SECURITE SP. Un plan de prévention sera établi conformément au Code du Travail.

14. LES PERSONNELS DE FRANCE SECURITE SP

14.1 Les personnels de FRANCE SECURITE SP restent sous sa seule autorité et responsabilité. Ils sont exclusivement affectés à l'exécution des prestations précisées au contrat.

14.2 Le personnel de FRANCE SECURITE SP est soumis aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles régissant la profession, ainsi qu'au règlement intérieur et accords d'entreprise de FRANCE SECURITE SP.

14.3 L'affectation d'un agent de sécurité à un poste ou sur le site est du seul ressort de FRANCE SECURITE SP. Toutefois, le client peut refuser le droit d'accès au site pour des raisons justifiées et motivées et en informera FRANCE SECURITE SP qui prendra les mesures qui s'imposent.

15. LES MATERIELS

15.1 Les matériels mis en place par FRANCE SECURITE SP et précisés dans la commande demeurent la propriété exclusive de FRANCE SECURITE SP qui en assure la maintenance et le remplacement.

15.2 Les matériels mis en place par le client demeurent la propriété exclusive du client qui en assure la maintenance et le remplacement.

16. LEGISLATION

16.1 FRANCE SECURITE SP déclare être en conformité avec la législation relative au travail des étrangers et à la lutte contre le travail clandestin et, à ce titre, atteste sur l'honneur que ses salariés sont employés régulièrement conformément aux dispositions du code du travail.

16.2 FRANCE SECURITE SP déclare être habilité ainsi que ses salariés à exercer des activités ses activités par agréments du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS).

17. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

17.1 Pour couvrir les conséquences pécuniaires d'un éventuel engagement de responsabilité, FRANCE SECURITE SP a souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle près de la Compagnie Hiscox.

17.2. Le client déclare quant à lui être personnellement et suffisamment couvert par des assurances en cours couvrant ses propres activités et pour tous les risques susceptibles d'affecter le site. Il s'engage à maintenir en vigueur ses assurances pendant toute la durée de la prestation.

17.3. FRANCE SECURITE SP réalise ses prestations de surveillance par agent de sécurité dans le cadre d'une obligation de moyens. FRANCE SECURITE SP ne garantit pas le client notamment contre la survenance de vol, d'intrusion, de braquage ou de destruction de biens sur le site par un tiers.

17.4. Le client professionnel reconnaît que, si la responsabilité de FRANCE SECURITE SP est établie selon les règles de droit commun, elle ne saurait excéder la somme de trente mille (30.000) Euros par an et ce quels que soient la nature et le montant réel des dommages.

17.5 Le client professionnel renonce à tout recours contre FRANCE SECURITE SP et ses assureurs au-delà de ce montant et pour tout autre dommage.

17.6 Si le client a une relation contractuelle avec un tiers sinistré, le client garantit FRANCE SECURITE SP contre les conséquences financières de toutes recherches en responsabilité par ce tiers au-delà des limites susmentionnées.

17.7 FRANCE SECURITE SP a la faculté de résilier le présent contrat pour un risque qui ne serait pas ou plus assurable.

17.8 Le client dispose d'un délai de trois (3) mois à compter du fait générateur d'une éventuelle recherche en responsabilité de FRANCE SECURITE SP pour formuler par lettre recommandée avec avis de réception une réclamation, au-delà de ce délai la réclamation sera irrecevable et ne pourra pas faire l'objet d'une indemnisation.

18. CAUSE ETRANGERE ET FORCE MAJEURE

18.1 En cas d'évènement de force majeure (définition retenue par la jurisprudence française) les parties s'informent mutuellement et prennent les décisions qui s'imposent pouvant aller jusqu'à la suspension du contrat si l'exécution des obligations est impossible. Au-delà d'un mois de suspension du contrat, chacune des parties pourra résilier le contrat de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception sans qu'une quelconque indemnité soit due par l'une ou l'autre partie.

18.2 FRANCE SECURITE SP ne pourra en aucun cas être tenu responsable, et aucune indemnité ne pourra lui être demandée, au titre de manquements ou conséquences dommageables quelconques dus à des causes étrangères telles que cataclysme naturel, tremblement de terre, incendie, détournement d'avion, acte de guerre ou de terrorisme, conflit social et de tout autre évènement irrésistible, sans que cette liste puisse être considérée comme limitative.

19. CONSERVATION DES CLES

19.1. Si FRANCE SECURITE SP est amené à conserver des clés d'accès appartenant au client, une attestation de prise en charge sera signée conjointement. FRANCE SECURITE SP s'engage à prendre soin des clés qui lui sont confiées.

19.2 En cas de perte, de disparition ou vol des clés confiées, FRANCE SECURITE SP en avisera immédiatement le client afin de lui permettre de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.

19.3 Dans les relations avec les clients professionnels, au cas où la responsabilité de FRANCE SECURITE SP est établie, FRANCE SECURITE SP portera les conséquences pécuniaires résultant du remplacement à l'identique des moyens d'accès dans la limite de 15.000 €. En conséquence, le client professionnel renonce à tout recours contre FRANCE SECURITE SP et ses assureurs au-delà de ce montant.

20. TRANSMISSION OU CESSION DU CONTRAT

20.1 En cas de transfert de propriété d'actions, de fusion, absorption, scissions, apports d'actifs, cession ou location de fonds de commerce, démembrement de propriété du prestataire ou du client professionnel, les liens contractuels subsisteront, à charge pour les ayants droit d'exécuter toutes les obligations dont le client était tenu vis-à-vis du prestataire.

21. CONFIDENTIALITE

20.1 FRANCE SECURITE SP et le client s'engagent respectivement, pendant la durée du présent contrat et un an après, tant en leur nom, qu'au nom de leurs préposés et collaborateurs, à une obligation de confidentialité et de discrétion sur leurs activités, informations et renseignements recueillis à l'occasion de la prestation.

22. PROTECTION COMMERCIALE

22.1 Chacune des parties s'interdit, directement ou indirectement, pour son propre compte et pour accomplir des tâches comparables, d'embaucher du personnel de l'autre partie, pendant la durée du présent contrat et pendant une durée de deux ans à compter de la cessation des relations contractuelles.

23. ELECTION DE DOMICILE

23.1 Pour toute notification officielle au titre du présent contrat, les parties font élection de domicile, pour FRANCE SECURITE SP, à l'adresse de son établissement indiquée en tête des présentes conditions générales et pour le client, à l'adresse renseignée dans le bon de commande.

24. DISPOSITION GENERALES - DECLARATIONS

24.1 Les parties assument chacune les risques normaux de leur exploitation et déclarent avoir contracté en toute indépendance et n'être liées par aucun engagement susceptible de les contraindre solidairement vis-à-vis des tiers sans leur consentement express.

25. LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

25.1. LES PRESENTES CONDITIONS GENERALES SONT REGIES PAR LA LOI FRANCAISE. IL EN EST AINSI POUR LES REGLES DE FOND COMME POUR LES REGLES DE FORME.

25.2 DANS LES RELATIONS AVEC LES CLIENT PROFESSIONNELS, EN CAS DE LITIGE ET APRES TENTATIVE DE PROCEDURE AMIABLE, COMPETENCE EXPRESSE EST ATTRIBUEE AU TRIBUNAL DE COMMERCE DONT RELEV L'ETABLISSEMENT DE FRANCE SECURITE SP Y COMPRIS POUR LES PROCEDURES SUR REQUETE OU D'URGENCE.